

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4005 - LUNDI 31 MAI 2021

GOMA

## Entre secousses sismiques et dégazage du lac Kivu



Goma sous les décombres après l'éruption volcanique

Lors du conseil des ministres qu'il a présidé par visioconférence le 28 mai, le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi a, dans sa communication axée sur la situation qui prévaut dans le Nord-Kivu marqué depuis le 22 mai par l'éruption du volcan Nyirangongo et ses conséquences, demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour une meilleure prise en charge de la situation humanitaire.

A propos des risques qui pèsent notamment sur le lac Kivu, le chef de l'Etat a chargé le ministre des Hydrocarbures de tout mettre en œuvre pour entrer en contact avec l'opérateur devant entamer les travaux de dégazage du lac Kivu et du Golfe de Kabuno.

Page 4

### L'Unicef estime à deux cent quatre-vingt mille enfants déplacés

En raison de risque d'une nouvelle éruption volcanique, les autorités du pays ont demandé aux habitants de Goma de vider le lieu pour se rendre à Sake où des sites d'hébergement ont été choisis pour abriter ces déplacés. Dans ce mouvement de déplacement massif, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a indiqué, dans un communiqué rendu public, que quatre cent mille personnes dont deux cent quatre-vingt



Des enfants victimes de l'éruption volcanique protection ou de soutien.

mille enfants pourraient être déplacés et avoir besoin de

Page 4

KINSHASA

### Le rond-point des Huileries en pleine réhabilitation

Le gouverneur Gentiny Ngobila a instruit les ingénieurs de l'Office de voirie et drainages (OVD) à amorcer les travaux de curage des caniveaux et évacuation des eaux qui stagnaient sur la chaussée au niveau du rond-point Huileries.

C'était lors de son passage sur ces lieux dans le cadre de son itinérance, en vue de faire un constat sur l'état de cette route qui mène vers le centre-ville ou, à l'inverse, vers le Palais du peuple et le stade

des Martyrs. Deux jours après, il a été constaté sur le terrain, sous la conduite des ingénieurs de l'OVD, le début des travaux de réparation de la partie de la chaussée détériorée.

Page 3

MUSIQUE

### Mongongo, quand Alesh s'engage dans la voie de l'amour



Alesh

Dans son nouvel album sorti il y a une semaine, le 21 mai, le rappeur se présente dans un nouveau registre. Il ose la rumba mais aussi fait intervenir son bout de chou de deux ans offrant un tableau tout nouveau. Loin d'être étranger à l'amour, il a carrément le cœur attendri par la femme,

qu'importe qu'elle soit celle d'un ami, elle a mérité son hommage en chanson. Le nouvel opus d'Alesh est composé d'un tri réalisé à partir d'une cinquantaine de titres enregistrés. « *J'ai fini par en placer douze, cela rappelle les douze apôtres de Jésus* », renseigne-t-il.

Page 6

## COVID-19

# Les professionnels des médias outillés pour la gestion de la désinformation sur les vaccins

Une dizaine des professionnels des médias participant, du 27 au 28 mai, à African Palace à un atelier de formation qui a pour objectif d'apporter les informations capitales de l'infodémie ainsi que sa gestion dans la communauté.

Le Dr Albert Muya Dibaya de Global Health MD. qui a exposé sur "la gestion de la désinformation pour l'acceptation des vaccins covid-19", a rappelé aux professionnels des médias leur rôle dans la lutte contre cette pandémie. La désinformation à propos de la pandémie de covid-19, a-t-il indiqué, a atteint des niveaux inquiétants. Il a souligné que les informations trompeuses sur la pandémie entraînent un climat de méfiance envers les gouvernements, les ministères de Santé publique et les sources fiables d'information au point où la spéculation, les rumeurs et les théories du complot prennent le dessus et éclipsent les informations factuelles et scientifiquement vérifiables.

Cet expert en infodémiologie a révélé que cette désinformation a perturbé les mesures de santé publique. Tout en précisant que certains le font de manière involontaire parce qu'ils savent pas et d'autres le font avec une intention de nuire.

Les vaccins anti-covid-19 n'échappent pas à l'infodémie qui signifie une surabondance d'informations dont certaines sont vraies et d'autres fausses observées au cours d'une épidémie. "Pour la réussite de la vac-

ination, il faut combattre la désinformation et la méfiance dans le même temps que la mise en place des stratégies et structures de vaccination", a-t-il fait savoir. Avant de souligner que cette attitude du refus et de méfiance vis-à-vis du vaccin doit être corrigée par les nouvelles approches de gestion de l'infodémie pour permettre une vaccination efficace, couplée aux mesures barrières pour sortir de la pandémie dans les délais. Une infodémie, a-t-il insisté, ne peut être éliminée mais elle peut être gérée par une riposte efficace par des nouvelles mesures et pratiques à bases factuelles visant à prévenir la diffusion d'informations fausses ou trompeuses, à les détecter et à y répondre.

S'agissant du vaccin Astra Zeneca, cette infodémiologie a indiqué qu'il présente des avantages en ce sens qu'il coûte moins cher et se conserve à 2 ou à 8 degré. Et en date, du 25 mai 2021, 19.597 personnes vaccinées. Il a encouragé les Congolais à se faire vacciner car le vaccin réduit les formes graves de maladie, permet le retour de la vie normale et arrête la transmission.

**Blandine Lusimana**

## DISPARITION

# Félix Tshisekedi honore la mémoire de Charles Kilosho

Du beau monde, il y en avait, le 28 mai, à la paroisse Sainte-Anne, dans la commune de la Gombe à Kinshasa, où une messe d'action de grâce a été dite en mémoire de Charles Kilosho, l'ancien directeur de communication adjoint du chef de l'Etat décédé le 23 mai 2020 des suites d'une courte maladie.



Charles Kilosho

La présence du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, à cet office religieux témoigne de l'estime qu'il avait toujours portée à ce proche collaborateur dont l'engagement patriotique n'avait d'égal que son dévouement à la cause républicaine. Ses prestations au cabinet de la première institution du pays lui ont valu l'estime de tous les membres qui, du reste, ont tenu à lui rendre l'ascenseur via l'échantillon significatif présent ce jour à l'église, à côté des amis et autres connaissances de l'illustre disparu.

C'est non sans raison que l'officiant du jour a, dans son homélie, loué les qualités humaines de Charles Kilosho qui, en tout temps et en toute circonstance, savait repandre la bonne humeur autour de lui. Charles aura humblement vécu. L'oubli de soi au profit de l'autre, reste sans doute

l'une de ses plus grandes qualités qui le démarquaient dans un environnement social plutôt enclin aux relents individualistes. Une prédisposition d'esprit qui renvoie aux Saintes Ecritures, ou mieux à cet âne sur le dos duquel Jésus Christ fit majestueusement son entrée à Jérusalem.

Au-delà de ce fait biblique, a déclaré l'officiant, c'est tout un enseignement qu'il faut en tirer en terme d'humilité, de compassion et de solidarité pour lesquelles il a invité ses contemporains à s'y conformer au nom de la paix entre les âmes. Dans la foulée, il a invité l'assistance à avoir une pensée pieuse pour les compatriotes de l'Est victimes de l'éruption volcanique intervenue récemment dans le territoire de Nyirangongo.

Après le déroulé du rituel catholique consacré à ce genre de célébration,

un des proches de la famille a procédé à la lecture d'un texte de Charles Kilosho posté il y a quatre ans dans lequel ce dernier s'interrogeait sur le sens de la vie, sur sa destinée, sur le sort de sa famille à l'orée de ses cinquante ans d'existence sur terre. Un message poignant qui aura rajouté à l'affliction générale, laissant sans voix une assistance qui, visiblement, avait du mal à se départir des souvenirs vivaces de l'illustre disparu.

C'est sur une note de remerciements de la famille biologique et élargie à toute l'assistance présente que s'est terminée cette messe d'action de grâce avec, à la clé, l'exhortation faite au chef de l'Etat, du reste accueillie de bon cœur, de prendre soin des enfants et de la veuve du disparu.

**Alain Diasso**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngonzo /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PROVINCE DE L'ITURI

# Les Fardc récupèrent quelques positions de la milice Codeco

Depuis la décision du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, d'instaurer l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, les Fardc ont repris du poil de la bête comme en témoignent les hauts faits d'armes qu'elles engrangent désormais au front.

Dans les deux provinces concernées, les Fardc font armer leur puissance de feu en attaquant les groupes armés qui écument ces coins du pays actuellement en débandade. En Ituri, il nous revient que les miliciens de la Codeco sont présentement sur la ligne de mire des forces loyalistes qui continuent à les traquer jusque dans leurs retran-

chements dans les localités de Terari et de Ngenge dans le territoire de Mahagi.

Après des combats d'une rare intensité déclenchés depuis le début de la semaine, ces forces négatives ont finalement été délogées de leurs refuges par des commandos des Fardc, rapportent des sources militaires. Les forces loyalistes

qui ont le vent en poupe ces derniers temps ont, dans leur croisade militaire, récupéré les villages de Terari et de Ngenge. D'autres villages et chefferies sont également en passe de revenir au contrôle des Fardc, apprend-on.

Toutefois, il appert que d'autres miliciens regroupés dans d'autres entités dans le ter-

ritoire de Djugu, notamment dans les localités de Niangaray, Mame, Bunzenzele et Buri, dans le secteur de Banyari Kilo et de Walendu Djatsi, seraient en train de planifier des attaques contre les positions des Fardc. Entre-temps, la population locale qui, désormais, collabore étroitement avec les Fardc, n'arrête de demander

à des dernières de traquer ces hommes armés qui continuent de commettre de nombreuses exactions : meurtres et pillages. Rappelons que plus de vingt villages sont déjà conquis par l'armée nationale depuis environ trois semaines à Djugu dans la province de l'Ituri.

**Alain Diasso**

## KINSHASA

## Le rond-point des Huileries en pleine réhabilitation

Poussé par le souci d'assurer la circulation de la population de la capitale congolaise, le gouverneur Gentiny Ngobila a ordonné le début des travaux que le gouvernement provincial a consenti à financer, quand bien-même que cette route soit de la compétence du gouvernement central.



Le personnel et les engins de l'OVD sur le terrain

Le gouverneur Gentiny Ngobila a instruit les ingénieurs de l'Office voirie et drainages (OVD) à amorcer les travaux de curage des caniveaux et évacuation des eaux qui stagnaient sur la chaussée au niveau de rond-point Huileries. C'était lors de son passage sur ces lieux dans le cadre de son itinérance, en vue de faire un constat sur l'état de cette route qui mène vers le centre-ville ou, à l'inverse, vers le Palais du peuple et le stade des Martyrs.

Deux jours après, il a été constaté sur terrain, sous la conduite des ingénieurs de

l'OVD, le début des travaux de réfection de la partie de la chaussée détériorée. « En plus du curage des caniveaux, il est prévu aussi la construction d'un autre ouvrage de drainage pour que le problème d'inondations et de débordement d'eaux soit résolu », a expliqué un des ingénieurs de l'OVD cité dans une note de la cellule de communication de l'Hôtel de ville. Et de souligné la satisfaction des populations riveraines des communes de Lingwala et de Kinshasa, qui ont toujours été en proie à cette situation.

On note ici, la détermination du gouverneur Ngobila à donner

des réponses positives à certaines situations de la population de la ville-province, notamment cette problématique, qui a motivé cette descente sur le terrain pour s'assurer de l'effectivité des travaux confiés à l'OVD. Cette intervention de l'autorité urbaine sur l'avenue des Huileries pour trouver rapidement de solution et juguler la situation d'embouteillage causées par le mauvais état de la route est spéciale, étant donné que l'avenue des Huileries rentre dans la compétence du gouvernement central.

**Lucien Dianzenza**

## EQUATEUR

## Olpa satisfait de la libération d'un journaliste à Mbandaka

L'ONG condamne l'incarcération de ce professionnel des médias, qui « énerve gravement la loi et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits humains ».

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de la presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a dit saluer la libération du journaliste évoluant à Equateur radio (E-Radio), Frédéric Manyo Ilanga. L'ONG note, en effet, dans son communiqué du 28 mai que ce journaliste a été libéré, le 25 mai, après quatre jours de détention à l'auditorat militaire de garnison de Mbandaka, chef-lieu de la province de l'Equateur.

Tout en saluant cette libération, Olpa condamne, néanmoins, cette incarcération du journaliste qui, selon cette organisation parmi les plus actives dans la défense et de promotion de la liberté de la presse en République démocratique du Congo, énerve gravement la loi et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits humains.

Frédéric Manyo Ilanga, rappelle Olpa, a été interpellé, le 21 mai, après une convocation de l'Agence

nationale des renseignements (ANR/Mbandaka). Cette dernière reprocherait au journaliste d'avoir animé, le 14 mai, l'émission « Ngonga Ebeti » (La cloche a sonné). Au cours de cette tranche, l'invité, le secrétaire exécutif provincial du parti politique Mouvement de libération du Congo, Papy Eteke, avait appelé à un rassemblement de protestation après l'arrestation d'un agent de police ayant démantelé un réseau de criminels qui sème l'insécurité dans cette ville.

**Lucien Dianzenza**



Le journaliste Frédéric Manyo Ilanga

## GOMA

# Entre secousses sismiques et dégazage du lac Kivu

Lors du conseil des ministres qu'il a présidé par visioconférence le 28 mai, le chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi a, dans sa communication axée sur la situation qui prévaut dans le Nord-Kivu marqué depuis le 22 mai par l'éruption du volcan Nyiragongo et ses conséquences, demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour une meilleure prise en charge de la situation humanitaire.

Fort touché par ce drame, le président de la République qui a interrompu son séjour à l'étranger et qui a supervisé chaque action gouvernementale a exhorté le gouvernement à poursuivre les efforts pour préserver la sécurité et le bien-être de la population sur les différents

lieux d'accueil.

A propos des risques qui pèsent notamment sur le lac Kivu, rapporte le compte-rendu lu à la télévision nationale par le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, le président de la République a chargé le ministre des Hydrocarbures

de tout mettre en œuvre pour entrer en contact avec l'opérateur devant entamer les travaux de dégazage du lac Kivu et du Golfe de Kabuno. Entre-temps, la situation volcanologique n'est toujours pas stable près de Goma. Une nouvelle éruption a eu lieu le 29 mai mais vers le

parc des Virunga. Il s'agit, d'après les autorités, du volcan Nyamulagira qui a craché la lave.

A Goma, des secousses sismiques ont été ressenties dans certains quartiers du centre-ville. Mais la situation est relativement calme. Plusieurs familles qui ont évacué jeudi

sont retournées dans la ville. En raison de risque d'une nouvelle éruption volcanique, les autorités du pays ont demandé aux habitants de Goma de vider le lieu pour se rendre à Sake où des sites d'hébergement ont été choisis pour abriter ces déplacés.

Alain Diasso

## ERUPTION DE NYIRAGONGO

## L'Unicef estime à deux cent quatre-vingt mille enfants déplacés

En raison de risque d'une nouvelle éruption volcanique, les autorités du pays ont demandé aux habitants de Goma de vider le lieu pour se rendre à Sake où des sites d'hébergement ont été choisis pour abriter ces déplacés.



Des habitants de Goma se rendent à Sake. (Ph. net)

Dans ce mouvement de déplacement massif, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a indiqué, dans un communiqué rendu public, que quatre cent mille personnes dont deux cent quatre-vingt mille enfants pourraient être déplacées et avoir besoin de protection ou de soutien. « Lorsque de grands groupes de personnes sont déplacés en peu de temps, les dangers pour les enfants augmentent », a prévenu Edouard Beigbeder, représentant de l'Unicef en RDC. « Nous devons être attentifs aux risques immédiats pour les enfants déplacés, notamment les problèmes de protection, les risques nutritionnels et sanitaires, y compris les maladies d'origine hydrique et surtout la propagation du choléra. »

L'Unicef craint déjà la survenue des épidémies telles que le choléra et lance un appel à l'aide pour prévenir ces maladies tueuses des enfants : « Avec un risque accru d'épidémie de choléra, nous lançons un appel pour une aide internationale d'urgence afin d'éviter ce qui risque d'être une catastrophe pour les enfants. »

L'Unicef félicite, par ailleurs, les efforts déployés par le gouvernement pour protéger les personnes vivant dans la zone rouge de l'est de Goma des risques associés à de nouvelles éruptions du Mont Nyiragongo. En outre, l'agence onusienne met en garde contre le risque que les enfants soient davantage exposés au cours de l'évacuation massive.

### Mille enfants séparés de leurs familles identifiés

L'agence onusienne a réussi à identifier près de mille enfants qui ont été séparés de leurs parents dans le chaos qui a suivi l'éruption volcanique. Elle a aussi aidé à réunir près de sept cent enfants avec leurs familles. Cent quarante-deux autres enfants ont été placés dans des familles d'accueil transitoires, tandis que soixante-dix-huit sont dans des centres de transit. Plus de cent soixante-dix familles sont toujours à la recherche d'enfants perdus. L'Unicef craint maintenant que le chaos des dernières évacuations n'entraîne la séparation d'autres enfants de leurs familles.

En réponse à la crise, l'Unicef organise la livraison d'articles non alimentaires essentiels, tels que des jerrycans et des bâches, et fournit des équipements d'eau et d'assainissement d'une importance vitale. Des mesures ont également été prises pour mettre en place un centre d'information sur les volcans, accessible par un système de SMS gratuit. Le CIV a joué un rôle crucial dans la lutte contre la désinformation entourant l'éruption et a été utilisé jusqu'à présent par plus de cinq mille deux cents personnes. Des évaluations des besoins ont également été menées dans tous les principaux domaines d'activité de l'Unicef, notamment l'eau, l'hygiène et assainissement, la protection de l'enfance, l'éducation, la santé, le développement communautaire et la nutrition qui sont tous d'une importance vitale pour la RDC et qui restent gravement sous-financés. L'Unicef travaille en étroite collaboration avec le gouvernement, notamment dans les domaines de la santé et de la nutrition.

Blandine Lusimana

## L'Acaj demande l'évacuation des détenus de la prison centrale de Goma

L'ONG rappelle que ce centre pénitentiaire se trouve dans le quartier Murara, commune de Karisimbi, faisant partie de la zone déclarée rouge par le gouvernement.

Relevant les conséquences de l'éruption du volcan Nyiragongo et l'évacuation de la ville de Goma, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a sollicité du gouvernement congolais d'évacuer aussi les personnes détenues actuellement à la prison centrale de Goma, communément appelée « prison Munzenze ». La demande de cette ONG de défense des droits de l'Homme serait motivée par le souci de les protéger contre les conséquences de l'éruption de ce volcan survenue le 22 mai à Goma. « L'Acaj constate qu'aucune disposition n'a été prise pour évacuer les 2254 personnes détenues à la prison centrale de Goma/Munzenze, auxquelles s'ajoutent dix-huit nourrissons accompagnant leurs mères en détention », indique cette ONG dans un communiqué signé le 27 mai.

Cette organisation, qui note que cette prison se trouve pourtant dans le quartier Murara, com-

mune de Karisimbi, faisant partie de la zone déclarée rouge par le gouvernement, recommande vivement à celui-ci de faire libérer provisoirement les personnes en détention prolongée et sans procès, et transférer celles condamnées vers les prisons de Nyongera à Rutshuru et/ou Kangwayi à Butembo.

Il est, en effet, rappelé que le 27 mai, le gouvernement congolais avait ordonné l'évacuation de tous les habitants des quartiers Majengo, Mabanga-Nord, Mabanga-Sud, Bujovu, Murara, Mappedo, Mikeno et Kayembe, pour la commune de Karisimbi; et le volcan, pour celle de Goma, en vue de les protéger contre une nouvelle éruption volcanique, l'explosion des poches de gaz sous le lac en cas de contact avec le magma et la toxicité de l'environnement ambiant résultant de la poussière et des cendres présentes dans l'atmosphère.

Lucien Dianzenza

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

## INTERVIEW

# Yao Ydo : « Nous travaillerons en vertu de la feuille de route gouvernementale dans le secteur de l'éducation »

**Fort de plus de 24 ans d'expérience à l'Unesco et ancien fonctionnaire de la même agence en RDC entre 2005 et 2008, Yao Ydo a effectué du 17 au 21 mai sa toute première visite de travail au pays depuis sa récente nomination à la tête du Bureau international d'éducation de l'Unesco. Pendant son séjour, il a rencontré les ministres RD-congolais chargés de l'Enseignement primaire et de l'Enseignement supérieur. Plaçant ce déplacement dans le cadre du suivi de la dernière mission d'Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, dans la région, il a fait état des échanges constructifs qui ont permis d'identifier des domaines de collaboration. Il s'agit d'un entretien exclusif accordé à la rédaction.**

**Le Courrier de Kinshasa : Que peut-on retenir de votre séjour de travail en RDC, qu'est-ce qui ressort finalement de votre entretien avec les officiels RD-congolais ?**

**Yao Ydo :**

Au cours de mon séjour, j'ai rencontré deux ministres de la République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit du responsable de l'Enseignement primaire et secondaire, ainsi que de son collègue de l'Enseignement supérieur. Avec eux, j'ai rappelé le sens de ma visite qui se situe dans le cadre du suivi de la dernière mission de la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay. Cette dernière a pris la mesure des défis à relever dans le système éducatif RD-congolais. Par conséquent, elle a promis aux autorités nationales de mobiliser toutes les structures disponibles de l'Unesco pour contribuer à répondre à ces défis. Moi, je représente justement une des structures importantes de l'Unesco, en l'occurrence le Bureau international de l'éducation (BIE). Ma visite permet ainsi d'envisager un angle d'attaque pour concrétiser la promesse de la directrice générale.

**L.C.K. : Quel est votre angle d'attaque ?**

**Y.Y. :**

Notre angle d'attaque est l'amélioration de la qualité de l'éducation à travers une révision des « curricula » et des propositions pour accompagner la RDC dans la promotion de l'utilisation des techniques de l'information et de la communication en éducation. Par rapport à ce vaste chantier, nous avons eu à faire nos propositions au cours de nos échanges. En outre, les ministres concernés ont affirmé leur engagement à travailler étroitement avec nous.

**L.C.K. : Parlez-nous briève-**

**ment du BIE ?**

**Y.Y. :**

Le BIE est un institut spécialisé de l'Unesco. Il est classé comme un institut de catégorie 1 créé en 1925. En somme, il a existé bien avant la création de l'Unesco, en 1945. Cet institut a été créé pour soutenir les pays dans l'élaboration des politiques éducatives, ainsi que leur suivi et mise en œuvre. Au fil du temps, son mandat a évolué bien entendu. Récemment d'ailleurs, un accent a été mis sur le « curriculum ». Notre mission est de renforcer les capacités des cadres nationaux des pays pour mieux élaborer les curricula. Nous aidons ainsi les pays à se doter d'une masse critique d'experts en curriculum pour la planification et la mise en œuvre des programmes. Nous capitalisons les expériences en matière de curriculum pour les partager en termes de bonnes pratiques et pratiques innovantes sur les plans du curriculum et de la pédagogie. Nous mettons enfin de la documentation à la disposition des pays. En une phrase, le BIE accompagne le ministère chargé de l'éducation dans toutes les questions liées au contenu et à la qualité de l'éducation, ainsi que l'amélioration des matériels et de la pédagogie.

**L.C.K. : Le terme « curriculum » revient souvent dans vos propos. Quel est son sens dans le cadre du travail du BIE de l'Unesco ?**

**Y.Y. :**

Le curriculum est au cœur même du mandat du BIE. Nous pouvons le définir, en termes simples, comme le contenu des formations. Pour le primaire, il englobe le programme enseigné. Le fait pour nous de travailler sur le curriculum ne doit en aucune manière limiter notre champ d'action au seul contenu des formations. En fait, une vision élargie s'impose pour intégrer finalement tous les éléments ou paramètres qui influent sur la bonne mise en œuvre du curriculum. Au niveau par exemple de la formation des enseignants, il est important de réfléchir sur la cohérence entre le curriculum à enseigner et le contenu de formation des enseignants. L'objectif est de permettre au corps enseignant de s'approprier ce curriculum. Le matériel pédagogique, notamment les livres et autres, doit être en cohérence avec le curriculum. La méthode d'évaluation doit être pertinente et ne pas trahir le curriculum. Sur ce point, il faut s'assurer du choix des indicateurs pertinents pour l'évaluer. Enfin, il y a toute la problématique de la langue d'enseignement du curriculum. Il est difficile de s'appro-



Yao Ydo, directeur du BIE à l'Unesco

prier un curriculum si elle n'est pas diffusée dans la bonne langue. En Afrique, des millions d'élèves parlent d'abord la langue maternelle à la maison, et découvrent le français à l'école. Cette vision systémique du curriculum nous pousse à nous intéresser à d'autres partenaires. En effet, il nous est impossible de faire tout le travail. Par conséquent, nous développons des partenariats stratégiques utiles avec des structures mieux outillées car le BIE étant spécialisé davantage dans l'élaboration des contenus. Mais aujourd'hui la pédagogie qui lance le débat sur la manière d'enseigner (face à face ou en ligne) occupe une place de plus en plus importante.

**L.C.K. : Vous avez accumulé une grande expérience dans le domaine de l'éducation en Afrique. Quels sont vos rapports avec la RDC ?**

**Y.Y. :**

Personnellement, il ne s'agit pas de ma première expérience en République démocratique du Congo (RDC). J'ai travaillé dans ce pays entre 2005 et 2008 comme chargé de l'éducation au bureau de l'Unesco à Kinshasa. Je connais très bien ce pays. Après le passage de la directrice générale, le directeur du bureau de Kinshasa m'a demandé de venir, au regard de l'importance du curriculum pour la RDC. Il voulait que je présente le BIE aux autorités RD-congolaises pour développer les domaines de collaboration à exploiter dans le cadre du suivi de la mission de la directrice générale. Le BIE travaille avec les 193 pays membres de l'Unesco, dont la RDC.

**L.C.K. : Avez-vous identifié des domaines de collaboration**

**avec la RDC ?**

**Y.Y. :**

Effectivement, nous en avons identifié beaucoup. Il y a une initiative plutôt bien accueillie par les autorités RD-congolaises au niveau de l'enseignement primaire : « HELA ». Nous voulons en faire le socle de la contribution de l'Unesco aux fonds post-covid. Entre janvier et mai 2020, l'école a cessé de fonctionner en RDC à cause de la crise sanitaire. Mais, dans les pays développés, elle a continué à fonctionner grâce à leurs infrastructures et leur technicité. Nous voulons travailler avec la RDC pour que, dans 10 ou 20 ans, le système éducatif ne s'arrête plus à cause d'une catastrophe sanitaire. Il devient impérieux de passer à l'enseignement à distance. Pour organiser cette transition, nous proposons une sorte de mixte entre l'enseignement à distance et l'enseignement présentiel. Tout va commencer par une digitalisation des programmes et la formation des enseignants. Notre plaidoyer a concerné aussi la promotion des compétences digitales. En effet, des milliers d'enfants rd-congolais passent du primaire à l'université sans toucher à un ordinateur. Aujourd'hui, une telle situation n'est plus acceptable. Il faut d'abord des engagements forts avant de chercher les moyens. Le gouvernement peut décider qu'aucun enfant ne puisse terminer le cycle primaire sans avoir des compétences digitales. Dans nos échanges, le ministre a porté un intérêt soutenu sur le curriculum condensé. Dans le cadre du « HELA », nous travaillons aussi à proposer une version réduite pour chaque niveau. En classe terminale par exemple qui s'étend sur 9 mois, nous faisons en sorte d'avoir

une version de 3 mois. Lors d'une catastrophe comme la covid-19, l'école peut s'arrêter. Avec le retour progressif d'une vie normale, il sera possible de sauver l'année avec cette version de curriculum de trois mois. La proposition de suppression du Tenafet a intéressé les autorités nationales. A partir du moment où le pays opte pour une éducation de base ou un socle qui commence du primaire à la classe de quatrième année de secondaire, il ne doit pas y avoir d'examens. Nous avons parlé de la promotion des universités virtuelles pour juguler le problème de surpopulation dans nos universités. A Dakar, il existe une université virtuelle qui reçoit au moins 30 000 étudiants. A Abidjan, au moins 15 000 étudiants en profitent. Enfin, nous avons proposé la construction des laboratoires virtuels pour enseigner les matières scientifiques. Avec les avancées technologiques, il est possible aujourd'hui d'avoir des laboratoires virtuels en 3 D pour aider les étudiants dans leurs travaux pratiques. Ce projet a intéressé particulièrement le ministre de l'Enseignement supérieur.

**L.C.K. : Parlez-nous des prochaines étapes de la coopération après cette première visite dans notre pays ?**

**Y.Y. :**

Effectivement, il s'agit bien de la première visite en RDC dans le cadre du BIE. Le contenu de nos discussions fera l'objet d'une feuille de route et d'un aide-mémoire. Avec le bureau de Kinshasa, nous allons inscrire un certain nombre d'actions à réaliser à partir d'aujourd'hui dans le cadre du suivi et de l'accompagnement. Nos actions doivent cadrer avec la perspective tracée par le pays en matière de planification nationale. Il faudra réaliser une analyse de tous les différents sous-secteurs pour sortir les forces et faiblesses. Par la suite, il y aura la définition d'une politique sectorielle. Pour notre part, l'Unesco va s'impliquer activement dans cette analyse sectorielle qui permettra de dresser un état des lieux de l'éducation en RDC. L'Unesco et le BIE seront bien présents techniquement. Pour nous, le plus important est que le pays prenne le lead du processus, et qu'il donne la direction à suivre, avec les différents éléments constituant ce processus et les étapes. Nous, les partenaires, nous allons nous inscrire dans la feuille de route gouvernementale en apportant notre expertise et éventuellement nos ressources pour accompagner le processus.

*Propos recueillis par Laurent Essolomwa*

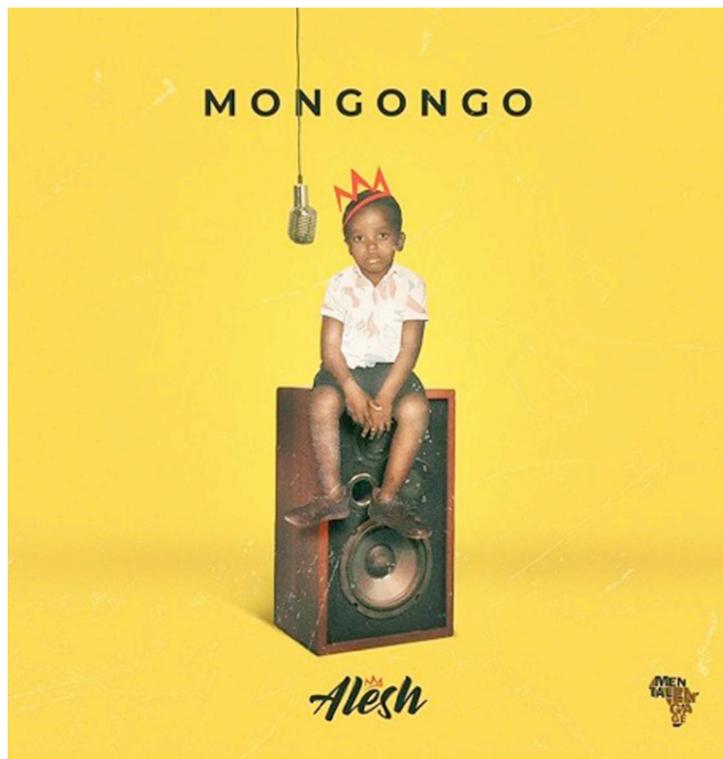
## MUSIQUE

# Mongongo, quand Alesh s'engage dans la voie de l'amour

Dans son nouvel album sorti il y a une semaine, le 21 mai, le rappeur se présente dans un nouveau registre. Il ose la rumba mais aussi fait intervenir son bout de chou de deux ans offrant un tableau tout nouveau. Loin d'être étranger à l'amour, il a carrément le cœur attendri par la femme, qu'importe qu'elle soit celle d'un ami, elle a mérité son hommage en chanson.

Un petit indice sur le caractère tendre de l'œuvre : la pochette avec cet enfant assis sur un baffle, Alesh à quatre ans n'est pas encore le trentenaire frondeur que l'on connaît. Na ndenge ya mabe te est donc le seul morceau politique de Mongongo. Dans cet opus sorti onze ans après le premier et précédé tout de même de quelques singles en lingala « *il y a également de l'amour, parce que la vie n'est pas faite que de révolutions ou de revendications* », nous avait prévenu l'auteur de Biloko ya boye. Evidemment, après avoir écouté son premier single d'aucuns redoutaient la suite allant jusqu'à imaginer qu'elle serait juste terrible. Mais non ! C'est là qu'Alesh a surpris les mélomanes. Ainsi, il y a par exemple le second single dont le clip est sorti le 21 mai, en même temps que le nouvel album. Il est juste différent du précédent qui a beaucoup fait jaser.

Avant tout, « Bunda, c'est un hymne d'espoir », a-t-il confié au Courrier de Kinshasa. Puis de souligner : « *Des fois, considérant mon parcours, mes débuts à Kisangani avec des rêves plein la tête, je n'imaginais certainement pas atteindre le niveau que*



Alesh à quatre ans sur la pochette de Mongongo (DR)

*j'ai aujourd'hui, la place que j'occupe dans la musique congolaise. Mais encore plus, la stabilité que j'ai acquise*. Et de poursuivre : « *Il est important pour moi de montrer aux jeunes que le travail, c'est la charnière principale de la vie, d'une vie confortable* ». De sorte que, enchaînant-il : « *Aussi, le disais-je même à*

*Papa Wemba, je n'aime pas trop le slogan Shegue, chance eloko pamba ! Nous ramenons une autre manière de voir les choses : Bunda, lobi moyi ekobima, il n'y a pas de sots métiers. Mibwaka, mibwaka, kolemba te !* ».

#### Coup de cœur avec Imara

Le coup de cœur personnel

d'Alesh, c'est Jeune d'Afrique, fruit de sa collaboration avec sa fillette Imara. L'on y entend la voix fluette et à peine audible de la gamine qui tout de suite attendrit. À ce propos, l'artiste nous explique riant : « *J'ai chanté avec ma fille, mais il y a également un chœur de l'Institut national des arts, j'ai apporté une certaine intelligence là-dessus* ». « *Toutefois, toutes les collaborations me tiennent bien à cœur* », nous a-t-il expliqué. C'est autant pour la rumba, Sophia, une délicate dédicace à l'épouse d'un de ses amis. L'on note que, comme l'artiste nous l'avait précisé : « *Parents et enfants peuvent l'écouter ensemble sans cela n'occasionne de gêne* ». C'est ainsi qu'il l'avait annoncé au Courrier de Kinshasa à quelques jours de la sortie de l'album, à l'instar de cette chanson : « *Mes morceaux d'amour ne sont pas incompatibles à une écoute en famille* ».

Le nouvel opus d'Alesh est composé d'un tri réalisé à partir d'une cinquantaine de titres enregistrés, nous a expliqué Alesh. De plus, nous apprend le chanteur : « *J'en avais au départ choisi treize pour l'ébauche de cet album, mais j'ai fini par en placer*

*douze, cela rappelle les douze apôtres de Jésus* ». On comprend un peu mieux cette allusion dès lors que l'un des sens à donner à Mongongo. Il a soutenu : « *C'est pour dire que j'ai la prétention de parler au nom d'autres personnes. Prétention parce que, à vrai dire, qui suis-je pour parler au nom des autres ?* ». L'autre sens serait que « *tout part d'une voix que l'on entend, extérieure ou intérieure. Il n'y a rien qui se construit sans qu'une voix n'ait parlé* ». Et donc, il y a à parier qu'à l'écoute de son cœur, ce dernier lui a susurré de s'engager à chanter l'amour pour cette fois. Ce qui résolument le porte à affirmer : « *J'aimerais vraiment que cet album donne lieu à beaucoup de choses positives, c'est pourquoi je lui attribue le rôle de de la voix. Que plusieurs grandes choses naissent à partir de lui* ». Un vœu formulé tout particulièrement pour Bunda le featuring avec Big Joe Loway qui lui tient aussi particulièrement à cœur, comme il l'a dit lors de la présentation de l'album à la presse.

Nioni Masela

## VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE









L'art dans sa Généralité,  
de la Tradition  
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso  
immeuble les manguiers (Mpoila)  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

## MALI

## Assimi Goïta nommé président de la transition

La Cour constitutionnelle malienne a déclaré, le 28 mai, que le colonel Assimi Goïta, chef de l'État et président de la transition est censé ramener des civils au pouvoir, indique un arrêt de la cour.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle malienne stipule que le vice-président de la transition, le colonel Goïta, « exerce les fonctions, attributs et prérogatives de président de la transition pour conduire le processus de transition à son terme », et qu'il portera « le titre de président de la transition, chef de l'État ». La Cour constitutionnelle en arrive là, après avoir constaté la « vacance de la présidence », consécutive à la démission de Bah N'Daw, jusqu'alors président de la transition.

Assimi Goïta a, par ailleurs, rencontré pour la première fois toute la classe politique malienne. Après avoir justifié le récent coup de force, il a appelé au rassemblement. « Nous avons tous agi au regard de l'intérêt suprême de la nation, a assuré



le colonel Goïta. À l'impossible nul n'est tenu. Il fallait choisir entre la stabilité du Mali et le chaos. Nous avons choisi la stabilité. Aujourd'hui, il y a trop d'enjeux autour du Mali, raison pour laquelle nous avons besoin d'une coalition, nous avons besoin de nous donner la main pour sauvegarder l'intérêt suprême de la nation. Nous n'avons pas d'autre choix ».

Il s'est alors proposé de nommer au poste de Premier ministre un membre du M5, le mouvement de contestation qui a participé à la chute de l'ancien président IBK. Mais la proposition a fait

grincer des dents. « Nous ne sommes pas d'accord, nous pensons qu'il fallait faire une concertation et proposer un Premier ministre neutre. Le M5 n'a aucune légitimité pour diriger le gouvernement aujourd'hui », a ainsi affirmé Modibo Soumaré, le président de l'Union des républicains patriotes.

La situation au Mali sera au cœur d'un sommet extraordinaire, convoqué le 30 mai à Accra (Ghana), par le président en exercice de la CEDEAO, Nana Akufo Addo.

Yvette Reine Nzaba

## INDUSTRIES EXTRACTIVES/COVID-19

## Le chef de l'ONU plaide pour un partage plus équitable des gains

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé les industries extractives à saisir l'opportunité du relèvement post-covid pour soutenir le développement durable et inclusif.

« Notre responsabilité partagée est de garantir que les gains tirés des ressources minérales atteignent tous les secteurs de la société, pas seulement les élites, tout en préservant l'environnement naturel d'aujourd'hui et pour les générations futures », a déclaré Antonio Guterres. Il s'adressait aux entreprises qui extraient des matières premières provenant de la terre, y compris le pétrole, le charbon, les métaux précieux et d'autres minéraux, par forage, pompage, extraction en carrière et extraction minière. Il a également rappelé le « rôle dominant » que jouent ces industries dans les économies de 81 pays, générant d'importantes recettes en devises, des investissements directs étrangers et des recettes publiques.

Antonio Guterres a souligné que les industries extractives ont le potentiel de stimuler la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Alors que les pays riches en minéraux représentent un quart du produit intérieur brut mondial, la moitié de la population mondiale - près de

70% de leur population - vit dans l'extrême pauvreté. Et sur les 72 pays à revenu faible ou intermédiaire du monde, 63 ont accru leur dépendance à l'égard des industries extractives au cours des deux dernières décennies. Il a noté que certains considèrent les industries extractives comme une malédiction en raison de leur association avec la corruption, l'exploitation, la dégradation de l'environnement, l'aggravation du changement climatique, la perte de biodiversité, les conflits armés, la violence fondée sur le genre et les violations des droits de l'homme.

La nécessité pour le secteur extractif d'être géré « de manière durable, inclusive et équitable » est commune à toutes les régions. « Cela signifie prendre en compte les besoins et les droits des femmes, des peuples autochtones, des communautés locales et des autres parties prenantes qui sont affectées par l'industrie mais exclues de la conception et des avantages des opérations extractives », a-t-il précisé.

Gouvernance

et dépendance à améliorer

Le secrétaire général des Nations unies a nommé 4 impératifs à mettre en œuvre : l'amélioration de la gouvernance des ressources extractives (contrôle indépendant et lutte contre la corruption, la mauvaise gestion des recettes et les flux financiers illicites). Surtout les nouveaux minéraux et métaux dont dépend la révolution technologique. Les pays doivent réduire leurs revenus dépendant des industries en diversifiant leurs économies, en adaptant les systèmes fiscaux aux nouveaux besoins et en accélérant les efforts vers une transition juste pour les employés et les communautés dépendant des ressources extractives. Investir plus un avenir sobre en carbone en alignant tous les financements publics et privés du secteur extractif sur les ODD et l'Accord de Paris sur le climat. Soutenir les technologies d'énergie renouvelable et l'élimination progressive des combustibles fossiles en mettant fin à l'utilisation du charbon, en déplaçant les subventions des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables et en promouvant le transfert de technologies.

Noël Ndong

## ORIGINE DE LA PANDÉMIE

## L'OMS attend les recommandations de ses experts

Pressée cette semaine par les Etats-Unis et l'Union européenne(UE) de lancer une nouvelle enquête sur les origines de la pandémie, l'OMS a indiqué qu'elle attendait les recommandations de ses experts.

Déterminer comment le virus, qui a fait plus de 3,5 millions de morts dans le monde, est passé à l'homme, est jugé crucial pour tenter d'empêcher la prochaine pandémie. Mais les réponses tardent à arriver. Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a appelé mercredi les services de renseignement américains à redoubler d'efforts pour expliquer l'origine du virus et exigé un rapport d'ici 90 jours. Les Etats-Unis et l'Union européenne, ainsi que d'autres pays, ont également appelé cette semaine l'OMS à lancer de nouvelles études. Pour l'instant, l'insitution examine les recommandations du rapport sur les origines du virus publié fin mars, tandis que les équipes techniques vont préparer une proposition sur les prochaines études à mener qui

sera ensuite présentée au directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Le rapport des experts, publié fin mars, a conclu que l'hypothèse la plus probable - sur les 4 envisagées - est la transmission du nouveau coronavirus d'une chauve-souris à un animal intermédiaire - qui n'est pas encore connu - avant son adaptation à l'homme et le déclenchement de la crise sanitaire mondiale qui se poursuit.

Les experts recommandent de poursuivre les recherches sur leur hypothèse principale, mais aussi sur plusieurs autres scénarios. Un seul ne mérite pas d'être creusé, selon eux : le virus a échappé d'un laboratoire de Wuhan.

La porte-parole de l'OMS a également souligné vendredi que d'autres études seront nécessaires dans un certain nombre de domaines, notamment sur la détection précoce des cas, sur le rôle qu'ont pu jouer les marchés d'animaux via la chaîne alimentaire et sur l'hypothèse d'un incident de laboratoire.

Julia Ndeko avec AFP

## AFRIQUE

## Bolloré a reversé plus de 2,7 millions d'euros en 2020

Le Groupe Bolloré a présenté, le 27 mai, le bilan annuel des actions de mécénat menées dans le cadre de son programme « Earthtalent by Bolloré ».

Au terme de l'année 2020, plus de 2,7 millions d'euros ont été collectés par les filiales du réseau et reversés à diverses associations de proximité. Au total, 369 projets à impact sociétal ont été réalisés dans 52 pays dont 76% sur le continent africain et ont permis de toucher plus de 10.000 personnes. En raison de la crise sanitaire du Covid-19, les entités du Groupe ont choisi en 2020 d'apporter leur aide financière, qui s'élève à plus d'un million d'euros, aux fonds d'urgence et aux communautés locales à travers des dons constitués principalement de masques de protection, d'équipements d'hygiène ainsi que de denrées alimentaires. Les projets en faveur de la jeunesse, placés au cœur du programme, ont reçu près de 545 000 euros de dons redistribués à 120 associations.

« Si la jeunesse reste l'axe prioritaire du programme Earthtalent by Bolloré, le Groupe a été amené à adapter ses priorités en 2020 pour venir en aide aux pays les plus vulnérables face à l'épidémie de Covid-19. Nous continuerons cette année de nous mobiliser pour maintenir nos engagements et mettre en place de nouveaux projets en synergie avec les différentes entités du Groupe », a déclaré Dorothée Van der Cruyssen, directrice de l'Engagement solidaire international et Mécénat du Groupe Bolloré.

« Earthtalent By Bolloré » est le programme de solidarité du Groupe Bolloré en faveur de la jeunesse. Créé en 2010, il s'appuie sur son ancrage territorial développé à travers ses activités pour soutenir les projets d'associations de proximité principalement dans les domaines de l'éducation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat. En quatre ans, plus de neuf millions d'euros ont été reversés localement pour venir en aide chaque année à plus de 10.000 bénéficiaires. Créé en 1822, le Groupe Bolloré figure parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales, avec plus de 79 000 collaborateurs, répartis dans 130 pays et sur les 5 continents.

Grâce à sa stratégie de diversification basée sur l'innovation et sur le développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans trois secteurs d'activité : le transport et la logistique, la communication, le stockage d'électricité et les systèmes. Implanté dans de nombreux pays en transition, notamment en Afrique, le Groupe Bolloré participe à la croissance économique et au développement social des territoires sur lesquels il est présent.

Josiane Mambou Loukoula



# La bienveillance nous unit

## SAHAM ASSURANCE devient SANLAM

SAHAM ASSURANCE devient SANLAM, leader de l'assurance avec 100 ans d'expérience dans plus de 30 pays africains. SANLAM s'engage auprès de ses assurés pour les accompagner et répondre à toutes leurs attentes.

**Les mêmes valeurs nous unissent**

 **Sanlam**  
Vivez en toute confiance

**SPEED**  
by Congo Telecom

**YES!!!**

LA FIBRE OPTIQUE  
ENFIN À POTO POTO !

**FRAIS D'INSTALLATION  
+ KIT MATERIEL  
OFFERTS\***

\* OFFRES SOUMISES À CONDITIONS



22 22 ou 22 220 00 00

\* Appel local et national en régime selon l'opérateur



Congo Telecom

## COOPÉRATION

## Entretien entre le président Denis Sassou N'Gusso et le PDG d'ENI

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, s'est entretenu, le 29 mai 2021, avec Claudio Descalzi, PDG d'Eni. Le développement de l'agriculture au Congo et la transition écologique, à travers la production des produits alternatifs au pétrole tel que le biocarburant, ont constitué la toile de fond de leur échange.

En rappel, le développement de l'agriculture au sens large



Le président de la République et le PDG d'ENI

est le premier des défis à relever le long du quinquennat qui vient de commencer. Il s'agira, entre autres, de sa mécanisation à travers une usine de montage de tracteurs et d'équipements agricoles en cours d'installation à Maloukou au nord de Brazzaville, la mise en place d'une filière agricole qui repose sur une production renforcée par l'irrigation, l'utilisation intelligente des engrais et des semences et la commercialisation des produits agricoles tant à usage domestique qu'à celui de l'exportation.

Rominique Makaya

## COOPÉRATION

## Les Nations unies et l'UE déterminées à accompagner le Congo

Le coordonnateur résident des agences du système des Nations unies, Chris Mburu, et l'ambassadeur de l'Union européenne, Raul Mateus Paula, qui ont échangé le 28 mai avec le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, se disent prêts à accompagner le Congo.

Chris Mburu a profité de cette première rencontre pour manifester au nouveau Premier ministre le soutien continu du système des Nations unies au Congo. « Nous avons discuté de plusieurs sujets dont les Programmes de développement que le gouvernement congolais a déjà entamés et nous voulons montrer notre soutien pour ces projets... Toutes les agences du système des Nations unies sont derrière les actions de développement du gouvernement congolais. C'est ce que nous avons voulu manifester au Premier ministre. Nous allons continuer à travailler avec son gouvernement sur les choses que nous avons commencées il y a déjà plusieurs années », a expliqué le coordonnateur du système des Nations unies.

Parmi les projets à soutenir, il a cité le Plan national de développement car, dit-il, le système des Nations unies aide les



La délégation de l'UE reçue par le Premier ministre DR

Etats membres à réaliser leurs Objectifs de développement durable. Chris Mburu a, enfin, félicité le Congo pour toutes les démarches entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Pour sortir de cette crise, le système des Nations unies a soutenu le gouvernement dans l'élaboration d'un plan de développement.

Accompagné des ambassadeurs de France, d'Allemagne, d'Italie et de la Belgique, le chef de la délégation de l'UE au Congo, Raul Mateus Paula, a dit avoir échangé avec Anatole Collinet Makosso dans le cadre d'un dialogue très soutenu. « Nous avons écouté le Premier ministre qui nous a commenté son gouvernement, les ré-

formes envisagées qui ont été d'ailleurs annoncées par le président de la République au moment de la campagne électorale. Nous avons parlé des grands axes, que ce soit la diversification de l'économie, le climat des affaires, la lutte contre la corruption, la transparence des finances publiques ; le programme du FMI, comment le réactiver », a-t-il expliqué à la presse.

D'après Raul Mateus Paula, le Congo est un pays stable avec beaucoup d'atouts, beaucoup de richesses. « Il va falloir préparer la sortie de la crise sanitaire. Donc, on peut compter sur notre soutien », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

## Très humblement...

Question de génération ? Volonté de transparence portée par l'humilité ? Les deux dimensions de l'observation de la démarche du chef de l'Etat français se recoupent. Emmanuel Macron a, en effet, donné la preuve de son courage politique, le 27 mai, à Kigali, lors de son voyage éclair dans la capitale rwandaise. Avant lui, aucune autre plus haute autorité française n'avait osé avancer sur ce terrain avec les mêmes arguments et rendre aux victimes du génocide rwandais un hommage aussi appuyé : « ... Je viens reconnaître l'ampleur de nos responsabilités... », a-t-il soutenu lors de son intervention.

En 1994, une tragédie épouvantable survenue au pays des Mille collines faucha des milliers d'âmes innocentes pour le nom qu'elles portaient, pour le quartier qu'elles habitaient et pour la langue maternelle qu'elles parlaient. Des témoins étaient nombreux, parmi lesquels ceux dotés d'importants moyens de dissuasion. Ils ne se hâtèrent guère sur l'option de la protection collective. Bien plus tard seulement, ils se rendirent compte que leurs silences finiraient par en faire des complices notoires aux yeux des rescapés des épouvantes.

Ce 27 mai 2021, il n'y avait pas meilleure manière de demander à être pardonné de ses fautes ou omissions sur cet événement lourd de pesanteurs que fût le génocide rwandais. Pour l'Etat français dont le parti pris en faveur de l'un des protagonistes du conflit, notamment le gouvernement en place à Kigali à l'époque, a été maintes fois exposé, c'est une infinie délivrance que cette démarche de son président actuel.

Par cet acte de bravoure, Emmanuel Macron a délivré non seulement les proches des victimes du sentiment de répugnance à leur égard que construisaient depuis près de trois décennies les dénégations intenable des officiels français, mais aussi une relation bilatérale affectée par les accusations et contraccusations entre Paris et Kigali. La césure a été si profonde entre la France et le Rwanda qu'elle a entraîné l'abandon par ce dernier pays du français comme langue officielle en lieu et place de l'anglais.

Plus frappant encore, le président français a trouvé les mots pour ne pas susciter de réactions hostiles à son message. Au contraire, ses hôtes rwandais, à commencer par le président Paul Kagame, lui-même, se sont félicités de

la hauteur de vue de leur illustre visiteur. Les autres responsables chargés des questions de mémoire ont aussi approuvé le propos d'Emmanuel Macron. Il est probable que les deux pays se redécouvrent une passion de travailler à leur avenir commun, dans le respect des intérêts de l'un et l'autre.

La quasi-lune de miel qui s'annonce avait toutefois été précédée par des gestes encourageants. La désignation en octobre 2018 de Louise Mushikiwabo, l'ancienne ministre rwandaise des Affaires étrangères, au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, était perçue en son temps comme un appel du pied de Paris en direction de Kigali pour dépasser les émotions.

Chacun son style, Emmanuel Macron et Paul Kagame ont mené la barque de ce retour au calme avec subtilité. Ils peuvent se réjouir de l'aboutissement de cette passionnante recherche de paix. Après tant de dégâts, de temps perdu aussi, moyennant suffisamment d'humilité de part et d'autre, le courant d'air frais qui souffle désormais entre eux permettra sans doute à la France et au Rwanda de donner une impulsion nouvelle à leur relation.

Gankama N'Siah

## GOUVERNANCE

# Le PCC partage son expérience aux autres partis politiques

Dans le cadre de son centenaire qui sera célébré en juillet prochain, le Parti communiste chinois (PCC) a échangé le 27 juillet avec les autres formations politiques du monde à travers un symposium virtuel.

Plusieurs formations politiques au pouvoir à travers le monde ont pris part à ce colloque placé sous le thème : « La gouvernance axée sur la satisfaction des besoins essentiels des populations et la lutte contre la pauvreté ».

Parmi ces partis figurent le Parti communiste d'Australie, le Parti communiste allemand, le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et le Parti congolais du travail (PCT). A cet effet, le PCC a présenté sa vision des affaires et son modèle de gouvernance mis en œuvre par le gouvernement, intitulé : « La Pensée de Xi Jinping », chef de l'Etat

chinois, secrétaire général du PCC.

La « Pensée de Xi Jinping », selon Sang Tao, responsable du PCC qui a dirigé les travaux du colloque, est composée de quatorze principes essentiels. Il s'agit, entre autres, d'assurer le leadership du parti sur toutes les autres formes d'organisations en Chine, d'adopter une approche centrée sur l'intérêt public.

Ce programme vise également, a-t-il renchéri, à promouvoir la construction d'une communauté de destin pour l'humanité; exercer une gouvernance rigoureuse du PCC et à gouverner la Chine dans le cadre d'un État de droit. L'objectif principal étant d'améliorer la vie et le

bien-être du peuple chinois.

« La pensée socialiste de Xi Jinping met en place un nouveau modèle de lutte contre la pauvreté. En Chine, elle s'exécute bien et porte les fruits, car de 2013 à ce jour, 100 millions de personnes sont sorties de l'extrême précarité grâce à cette politique. Nous devons développer une relation sans injonctions dans la gestion des affaires intérieures. C'est l'unique manière pour nous de lutter contre la guerre froide », a souligné Sang Tao.

Prenant la parole, le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, a salué la qualité des relations entre le Congo et la Chine. Il a signifié que le gouvernement congolais, sous le management de son parti, se bat nuit



Le secrétaire général du PCT Pierre Moussa/Photo Adiac

et jour pour apporter des solutions idoines aux problèmes auxquels les Congolais sont confrontés.

« Le Congo est en marche vers la satisfaction des besoins essentiels des populations et

l'éradication de la pauvreté. Cette lutte se poursuit d'avantage avec rigueur et détermination, dans le nouveau programme de société du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso », a dit Pierre Moussa.

Firmin Oyé

## FORÊT

# Le Congo veut accroître la transformation locale du bois

Le nouveau code forestier de la République du Congo, en vigueur depuis juillet 2020, a introduit le principe de partage de production du bois. Ce modèle économique assure une part de grumes pour alimenter le marché local et une place aux nouveaux industriels.

Le cabinet international FRM ingénierie a présenté, le 28 mai à Brazzaville, à la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, les premiers résultats de l'étude qu'il a menée sur le partage de production. L'étude recommandée par le gouvernement vise à préciser les modalités de partage de production en lien avec la nouvelle législation, la définition claire du concept, les besoins des opérateurs économiques de la filière bois.

Le modèle de l'économie forestière suggéré dans l'étude, d'après Paul Bertaux, le manager principal du cabinet FRM ingénierie, apporte des solutions structurelles de façon à ce que toutes parties prenantes en sortent gagnantes, à savoir l'État, les concessionnaires et les nouveaux industriels que le pays tentera d'attirer. Le pays dispose en effet plus de six millions m<sup>3</sup> de forêts non exploitées, de quoi inciter des investisseurs étrangers. « Les forêts du Bassin du Congo sont largement sous valorisées pour une série de raisons historique

et structurelles. Il était temps d'envisager de nouveaux modèles, un nouvel encadrement et le Congo a eu le courage de prendre une démarche innovante de partage de production », a signifié le consultant Paul Bertaux.

Le secteur forestier représente 5 à 6% du PIB (Produit intérieur brut) et des milliers d'emplois. Une contribution que le gouvernement entend augmenter pour pallier l'incertitude du secteur pétrolier, la principale source de revenus du pays. L'étude va certainement permettre à l'exécutif de prendre la décision sur le scénario avantageux censé accroître la contribution du secteur, de créer plus d'emplois, de favoriser le transfert de technologie grâce à l'installation des générations d'usines de transformation.

L'introduction du principe de partage de production constitue une réforme innovante de la filière bois en République du Congo, s'est félicitée la ministre Rosalie Matondo. L'ancienne loi forestière favorisait l'attribu-



Les participants lors de la présentation de l'étude/Adiac

tion des concessions, sans obligation de disposer d'une part de production destinée à la transformation locale. La filière est souvent critiquée à cause de l'inadaptation de la législation nationale aux défis du développement durable et du manque de débouchés. « Le principe de partage de production va permettre dès l'instant au pays de disposer d'une part de grumes qu'il pourra gérer en vue distribuer

directement au profit de la population et de l'économie. Il permet aussi de connaître le nombre d'espèces disponibles et le volume exploité pour retenir le pourcentage à partager », a affirmé Rosalie Matondo. Il faut rappeler que le Congo, à l'instar des autres pays de la sous-région, a décidé d'interdire l'exportation des grumes. Mais l'expert Paul Bertaux pense que le pays doit au préalable s'assurer

des capacités de production durable, les capacités des acteurs et leurs engagements pour arriver à un nouveau modèle économique ; créer des conditions pour attirer de nouveaux industriels locaux et internationaux et envisager différents scénarios technique et économique capables de booster le secteur.

Fiacre Kombo

## AGRICULTURE

# La Banque mondiale et la FAO renouvellent leur appui au Congo

Reçu tour à tour par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul valentin Ngobo, le 28 mai à Brazzaville, les représentantes de la Banque mondiale au Congo, Korotoumou Ouattara et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rasoarimanana Yannick Ariane, ont réitéré leur engagement à soutenir les initiatives liées au développement du secteur agricole congolais.

Selon Korotoumou Ouattara, l'agriculture est l'un des piliers essentiels de la diversification de l'économie congolaise. A travers le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdac) qui a pour objectif d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs et micro, petites et moyennes entreprises agroindustrielles, la Banque mondiale contribue au renforcement et au développement du poids du secteur agricole.

« Lors de cette rencontre, le

ministre Paul Ngobo a partagé avec nous sa vision de l'agriculture au Congo, de ce qu'on pourrait faire dans le futur déjà à travers le Pdac pour lequel nous partageons les mêmes objectifs. Et aussi dans l'avenir voir ce que l'on pourrait apporter de plus pour que l'agriculture soit l'un des piliers à travers lequel l'économie du Congo puisse se développer », a indiqué Korotoumou Ouattara. La représentante de la FAO au Congo a fait savoir que son institution contribuera à la formation des jeunes congolais aux métiers agricoles afin de permettre au

pays d'avoir les meilleurs cadres dans ce domaine.

« En termes d'appui, la FAO aidera le gouvernement congolais dans le renforcement des capacités aussi bien des techniciens que des communautés de base sur tous les standards énormes nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux de production, de transformation et d'échange tant sur le marché interne que sur le marché externe », a renchéri Rasoarimanana Yannick Ariane.

Gloria Imelda Lossele



Paul Ngobo posant et Korotoumou Ouattara/Adiac

## CIRCULATION ROUTIÈRE

## Restaurer l'autorité de l'agent de police sur la voie publique

Le commandant en second des forces de police, le colonel André Fils Obami-Itou, a ouvert le 29 mai le stage de mise en condition opérationnelle des agents de l'unité de circulation routière de Brazzaville dont l'objectif est de restaurer l'autorité du policier sur la voie publique par le professionnalisme.

Environ 300 agents de l'unité de venir résultant de la circulation rou-



Les agents de la circulation routière/Adiac

Il a, par ailleurs, reconnu que dans circulation routière de Brazzaville ainsi que l'unité motocycliste de la sécurité civile sont concernés par ce stage d'un mois qui a démarré le 29 mai à l'École nationale supérieure de police. Selon le directeur du personnel et de la formation par intérim du commandement des forces de police, le colonel de police Jocelyn Francis Koubemba, ce stage vise également à renforcer les connaissances et les techniques de l'agent pour mieux gérer la voie publique. « La compétence professionnelle s'impose au fonctionnaire de police et particulièrement à l'agent de la voie publique qui doit s'adapter aux réalités du terrain afin de mieux assurer les missions qui lui sont assignées », a-t-il précisé.

Les participants suivront, en effet, des communications sur des thèmes comme la déontologie policière ; l'exécution des missions de police de la route ; l'étude de la liberté d'aller et

rière. Une initiative appréciée par les participants. Commandant de la 3e compagnie de l'unité de la circulation routière de Brazzaville, le capitaine de police Jean Fernand Edgard Bindou entend donner le meilleur de lui-même : « Nous allons nous atteler à donner le meilleur de nous-mêmes pour que nous prenions à cœur la fluidité, la circulation dans notre ville capitale et les défaillances que vous constatez, nous allons aussi les corriger », a-t-il promis.

Le commandant en second des forces de police s'est, de son côté, félicité du travail, de l'abnégation, du courage, de la résistance et de la résilience de l'unité de circulation routière. Selon André Fils Obami-Itou, malgré les provocations et les actes inciviques dont ils font preuve au quotidien, ainsi que les intempéries, les agents de police commis à cette tâche sont présents à leurs postes.

l'exercice de leurs fonctions, certains agents commettent des erreurs et des fautes. « Les bavures sont très rares mais elles existent... Vous pourriez rester tranquillement dans vos bureaux et je vous assure que vous ne ferez aucune erreur... Mais ce n'est pas l'option choisie et envisagée par le commandement des forces de police. Nous, nous sommes dans l'engagement, nous nous sommes engagés et notre engagement n'est pas négociable. Il nous reste donc la deuxième solution, c'est celle d'augmenter notre professionnalisme, c'est celle d'augmenter notre savoir-faire, d'améliorer nos prestations vis-à-vis des usagers », a-t-il déclaré, appelant au professionnalisme, au calme et à l'engagement.

Parfait Wilfried Douniama

## TOURISME ET LOISIRS

## La ministre visite les structures sous tutelle

Après sa prise de fonctions au ministère du Tourisme et des Loisirs, Destinée Hermella Doukaga a effectué une descente inopinée dans les structures sous-tutelle, le 27 mai dernier, question de toucher du doigt les conditions de travail de ses collaborateurs.

La ministre du Tourisme et des Loisirs a visité tour à tour les directions générales du tourisme et celles des loisirs. Partout où elle est passée, elle a apprécié l'attitude de ses collaborateurs.

« Nous avons pensé qu'après la passation de service il fallait faire un tour dans les directions sous-tutelle ; question pour nous de faire une idée de l'environne-

de constater que tout le monde est là, les directeurs généraux, centraux, les chefs de services et les collaborateurs aussi », a-t-elle déclaré.

Destinée Hermella Doukaga a ensuite saisi cette occasion pour encourager ses collaborateurs à poursuivre dans cet élan et à ne pas baisser les bras. « Nous ne sommes qu'au début des missions qui nous ont été assignées. Le président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, nous a donné des orientations claires en ce qui concerne le secteur du tourisme et des loisirs. Il nous appartient de matérialiser toutes les mesures qui ont été annoncées. Nous ne pouvons atteindre



La ministre du Tourisme et des Loisirs regardant ce qui est inscrit dans le registre/ADIAc

ment dans lequel évoluent nos collaborateurs. Nous sommes allés à la direction générale du tourisme et à la direction générale des loisirs. Le constat est que tout le personnel est bien présent à son lieu de service, ce qui est un agréable service. Parce que nous sommes arrivés ici au-delà de midi et sommes heureux

nos objectifs qu'avec l'appui des collaborateurs disponibles et disposés. C'est ce que je souhaitais vraiment. Je suis tout à fait satisfaite de la première impression que j'ai eue des services sous-tutelle », a indiqué la ministre du Tourisme et des Loisirs, Destinée Doukaga.

Rosalie Bindika

## CHU

# La direction générale réaffirme le partenariat avec l'Unité de santé internationale du Canada

Après la tenue de l'assemblée générale de l'intersyndicale, le 27 mai, le directeur général du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU) Denis Bernard Raiche a réagi au cours d'un point de presse à quelques grandes lignes qui font partie du cahier des charges. Selon lui, le contrat avec l'unité de santé internationale de Montréal se poursuit.

A propos de la résiliation inconditionnelle et sans délai du contrat avec l'Unité de santé internationale du Canada, « il n'est pas de la compétence de la direction générale, sinon il s'agit d'un contrat qui a été entériné par le gouvernement et l'Unité de santé internationale du Centre hospitalier universitaire de Montréal. A ce sujet, il y a un processus de suivi serré entre les deux entités et nous poursuivrons le mandat », a indiqué le directeur du CHU, Denis Bernard Raiche. Sur le point relatif au renouvellement du plateau tech-



Denis Bernard Raiche, Dg du CHU de Brazzaville

nique devenu globalement non fonctionnel, Denis Bernard Raiche a déclaré, qu'à ce jour, il assiste à plusieurs négociations avec la BDEAC. Il soutient que la direction du CHU a obtenu un avis de non objection pour la matérialisation des travaux du CHU qui se tient sur deux niveaux : la rénovation de la vétusté des infrastructures et l'achat de nouveaux équipements. « Tous les travaux, a-t-il poursuivi, seront faits de façon ordonnée au niveau des bâtiments en collaboration avec l'AFD, au même moment seront intégrées dans chacun des bâtiments l'adduction d'eau, la mise à niveau des canalisations pour avoir de l'eau dans chacune des unités de soins,

mais aussi d'avoir de l'eau sanitaire pour répondre au besoin des patients ».

Par ailleurs, sur le paiement immédiat des primes de garde des travailleurs, Denis Bernard Raiche rassure tous les travailleurs qui ont fait leurs gardes régulièrement qu'ils seront rémunérés. Sur la réintégration dans les délais du président de l'intersyndicale qui a été licencié, Denis Bernard Raiche réaffirme que ce dossier est clos. Ainsi, a-t-il expliqué, pour un agent qui a été licencié, il y a des recours qui lui sont possibles par rapport à une administration, une organisation. Pour la direction du CHU, cette dernière demande est non recevable.

Guillaume Ondze

## RELIGION

## L'église kimbanguiste célèbre la fête de la nativité

Les fidèles de l'église Kimbanguiste ont célébré la fête de la nativité le 25 mai. A Brazzaville, ils se sont retrouvés au Centre d'accueil au Plateau de 15 ans pour commémorer l'événement.

Partis de différentes paroisses de Brazzaville, les fidèles de l'église kimbanguiste ont damé le macadam des différentes artères de la ville capitale jusqu'au centre d'accueil du Plateau de 15 ans. Sur les lieux, une messe a été

polémique, l'église kimbanguiste a été suspendue du Conseil œcuménique. A propos, le révérend pasteur dit que les violents semblent maintenant s'accorder. « Nous avons été suspendus au Conseil œcuménique à

que Jésus-Christ n'est pas né le 25 décembre », a-t-il laissé entendre.

Par ailleurs, le révérend pasteur Michel Nzondo a fait savoir que les kimbanguistes célèbrent cette fête de la nativité en plein centenaire de l'église. Cette église, a-t-il rappelé, a été créée par un noir. Cent ans, c'est une fierté légitime, une joie pour cette église. Pour le



Les fidèles de l'église kimbanguiste damant le macadam des artères de Brazzaville.(DR)

dite par le révérend pasteur Michel Nzondo, secrétaire national, président du collectif national par intérim de l'église kimbanguiste au Congo. Il a expliqué le sens de l'événement à la presse. « Noël c'est une grande célébration. Nous avons réuni tous les kimbanguistes de Brazzaville afin de venir célébrer la nativité. Pour nous, le Christ est né le 25 mai et nous sommes là pour célébrer cette fête de la nativité que les autres célèbrent le 25 décembre et que nous célébrons le 25 mai », a-t-il déclaré.

La date du 25 mai ayant créé

cause de cette date du 25 mai. Progressivement on se rend compte que nous n'étions pas dans la fausseté; puisque tout le monde s'accorde à dire que Jésus-Christ n'est pas né le 25 décembre. C'est déjà un point de gagner. D'ailleurs, nous sommes de temps en temps rappelés au Conseil œcuménique pour essayer d'échanger avec les autres. Ils commencent à se rendre compte que ce que nous avons dit c'était sûrement la réalité. Pour l'instant ils n'ont pas accepté comme tel, mais il y a une chose qui est certaine, tout le monde est convaincu

révérend pasteur, la particularité ou la symbolique du centenaire c'est qu'ils sont toujours là. Même si le père fondateur Simon Kimbangu n'est plus avec eux, mais ils sont toujours là, et leur foi ne faiblit pas. Cela prouve qu'ils sont sur la bonne voie et qu'ils sont en train de suivre la volonté de Dieu. Rappelons que le ministère de « Papa Simon Kimbangu » qui totalise à ce jour cent ans et dont la renommée se répand au-delà des frontières a débuté le 6 avril 1921 à Nkamba.

Bruno Okokana

## VIE ASSOCIATIVE

## L'ONG «Accès droit pour tous» promeut l'habitat étudiant

L'Organisation non gouvernementale, en partenariat avec le projet ILK résidence étudiants, a ouvert le 28 mai à Brazzaville, un foyer pour étudiants avec à la clé un suivi pédagogique.

Nous avons constaté qu'au Congo, le secteur de l'habitat étudiant est délaissé à l'Etat. Or, dans d'autres pays, on trouve des particuliers qui accompagnent l'Etat dans la promotion des conditions de vie des étudiants, notamment par la mise en place des résidences équipées pour ces derniers. C'est pour cela que nous avons initié ce projet, a fait savoir Valencia Iloki Engagea, en sa qualité d'initiateur de l'association «Accès droit pour tous».

«ILK résidence étudiant» est un projet mis sur pied pour accompagner l'Etat dans la promotion de la culture de l'habitat étudiant avec en toile de fond promouvoir la mise en place des logements privés pour étudiants, à l'instar des hôtels et résidences de séjour des vacances. Le but est de susciter un partenariat public-privé pour faire la promotion de l'intelligence et favoriser un climat propice aux études supérieures. Ce secteur ne peut plus simplement être géré par l'Etat. C'est important que la République du Congo pense à la postérité à

travers les étudiants qui sont les cadres de demain. Il ne faut pas seulement se limiter à se battre à payer leur bourse. Il faut réellement les conditionner. Lorsqu'on veut construire son avenir, on doit être dans un environnement propice à l'apprentissage. Si les sociologues font une étude, on se rendra compte que le taux d'échec est aussi lié aux conditions de vie, a relevé L'ONG. Outre des logements à bail mensuel avec garant, ce partenariat prévoit un volet pédagogique. Les étudiants en résidence bénéficieront de deux séminaires en moyenne par mois.

Les étudiants en droit seront les principaux bénéficiaires pendant ces séminaires parce que nous avons des ressources de taille en théorie et en pratique. L'association engorge plusieurs magistrats d'ici et d'ailleurs et des juristes de haut niveau. Ils pourront faciliter la compréhension de certaines matières aux étudiants de la Résidence ILK, a précisé Valencia Iloki Engamba. Et de conclure: Il n'y a pas de marché du cerveau pour promouvoir l'intelligence au Congo. Je pense qu'il faut injecter dans l'intelligence à l'instar du Japon et de la Corée. Il est temps que le Congo fasse partie des pays qui injectent dans l'intelligence pour faire une prévention des ressources de demain.

Josiane Mambou Loukoula

## SÉCURITÉ

# Des instructions fermes contre le banditisme en milieu urbain

Lors du Conseil des ministres du 26 mai, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a enjoint au gouvernement de mettre fin dans les meilleurs délais au banditisme alimenté par des gangs communément appelés "bébés noirs".

La paix, la sécurité et la tranquillité publique sont des préalables à toute action de développement ou de redressement, a rappelé le président Denis Sassou N'Guesso, selon le communiqué final du Conseil des ministres. Des bandes de délinquants agressifs et violents écument, en effet, les quartiers des grandes villes du pays. Lorsqu'ils y sont pourchassés, ils trouvent refuge dans les localités de l'arrière-pays.

Ces "bébés noirs" repartis en écuries, filles et garçons, mineurs, adultes, s'affrontent non seulement entre eux, mais aussi terrorisent la population : assassinats à armes blanches, braquages... Il y a quelques semaines, des vidéos montrant certains d'entre eux en train de sec-



Des "bébés noirs" arrêtés à Brazzaville il y a quelques mois

tionner leurs victimes à la machette alimentaient les réseaux sociaux et les mé-

dias, traumatisant ainsi la conscience collective. Plusieurs fois, les services de

police qui collaborent avec la population ont mis la main sur ces malfrats. Seulement,

il n'est pas rare de constater que ces derniers arrêtés et parfois condamnés par la justice se retrouvent des jours après dans les rues pour agresser à nouveau. Sur la question du relâchement des bandits, le directeur départemental de la police de Brazzaville, le colonel Jean Pierre Okiba, soulignait que cela ne relève pas de la police. C'était en février dernier, lors de la présentation des "bébés noirs" arrêtés pour répondre de leurs actes devant la justice.

Suivant les instructions du président de la République, le ministère de la Sécurité et de l'Ordre public, qui regroupera désormais sous autorité la Gendarmerie et la Police, devra mettre en place les actions nécessaires visant à mettre fin à cette situation. Pour ce département ministériel, c'en est là un des défis à relever le long du quinquennat qui vient de commencer, car c'est dans la paix, la sécurité et la tranquillité que la marche vers le développement doit se poursuivre.

**Rominique Makaya**

## TCHAD

## Mise en place sous peu d'un Parlement provisoire

Le président Mahamat Idriss Déby a échangé, le 28 mai, avec les acteurs politiques et les membres de la société civile sur la mise en place d'un Conseil national de transition, qui sera chargé de surveiller l'action gouvernementale en attendant les prochaines élections.

Lors de la communication, le général Mahamat Idriss Déby a indiqué qu'il avait décidé de confier la désignation des membres du Conseil national de transition à un comité présidé par son vice-président, le général Djimadoum Tiraïna.

Le comité sera ouvert à toutes les sensibilités et veillera à sélectionner les candidatures sur la base de critères objectifs, de manière à avoir un Parlement provisoire représentatif de toutes les forces vives de la nation. Ce comité sera mis en place assez rapidement et d'ici un mois, le Parlement de transition devrait être installé.

En outre, le président du conseil militaire de transition a insisté sur sa volonté de vouloir passer la main à la fin de la transition, répondant à une partie de l'opinion nationale qui le soupçonne de manœuvrer pour rester plus longtemps au pouvoir.

**Yvette Reine Nzaba**

## VIENT DE PARAÎTRE

## « La nouvelle gouvernance financière publique dans les organisations du système des Nations unies » de Christian Milébé Vaz

**Christian Milébé Vaz, docteur en droit de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, enseignant-chercheur à l'Université de Paris et à l'École polytechnique, procède à une immersion dans « les arcanes des instruments de la gouvernance financière du système de l'ONU ».**

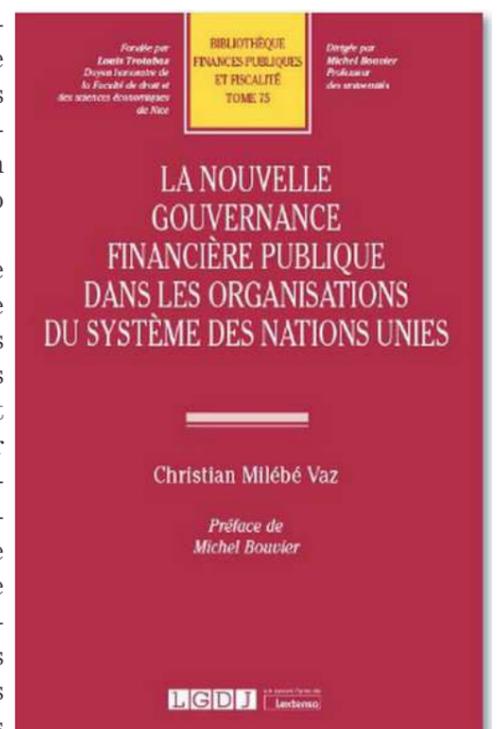
Edité par L.G.D.J., l'ouvrage « La nouvelle gouvernance financière publique dans les organisations du système des Nations unies » est préfacé par Michel Bouvier, professeur français de droit public, professeur émérite de l'université Panthéon-Sorbonne à Paris.

La thèse de l'enseignant-chercheur Franco-congolais comporte 580 pages. Elle s'adresse tout autant aux étudiants en droit, en science politique, en économie, en gestion, qu'aux chercheurs en finances publiques et à tous ceux qui préparent les concours des institutions internationales. Elle

donne une vision à la fois pluridisciplinaire et dynamique de la bonne gouvernance des finances publiques dans les organisations du système onusien et met l'accent sur leur micro et macro-environnement.

L'auteur expose une démarche de la nouvelle gouvernance financière en cours dans les organisations du système des Nations unies, en apportant les clefs indispensables pour comprendre les grands enjeux auxquels sont confrontés les systèmes financiers de ces organisations. Il effectue également une analyse de façon concrète des mécanismes de fonctionnement d'un des grands secteurs de finances publiques internationales : les finances du système onusien.

A en croire les experts en la matière, cette thèse constitue un instrument d'information et de travail



particulièrement utile pour tous ceux qui souhaitent s'initier au champ des finances publiques internationales ou approfondir leurs connaissances.

**Marie Alfred Ngoma**

## LITTÉRATURE

# L'école «Les Bourgeons» initie les élèves à la compréhension des œuvres littéraires

Dans le but d'amener les élèves à analyser et à bien comprendre la quintessence des œuvres littéraires, une série d'exposés a été faite le 28 mai à l'école privée «Les Bourgeons» par les élèves sur le recueil «La Douce amère» de l'écrivain Alphonse Chardin N'kala paru en 2020 aux éditions «Lettres mouchettés en présence des responsables de l'établissement, de l'auteur, des enseignants et élèves.

L'exposé, exercice à la fois pédagogique et culturel, permet à l'enfant de s'exprimer en public, à travers une œuvre littéraire donnée. L'élève apprend ainsi à se familiariser au livre, à s'exercer à le résumer et à en disséquer la structure. La portée de l'exercice est culturelle puisque l'élève apprend à connaître les auteurs congolais et les réalités congolaises qu'ils ont écrits comme c'est le cas dans le recueil de Nouvelles d'Alphonse Chardin Nkala.

Ainsi, tour à tour, Bianguila Rebecca, Loemba Liam Nathan, Oko Gangalé Nitch Nigel, Makosso Mathos Kefanne Clarvy, Tary Isra ont exposé sur différentes nouvelles choisies librement par eux après le coaching de Jean Léopold Ngoulou, dit Ngoujel, et Serges Tsaty, les encadreurs.

La qualité du travail abattu au terme de cet exercice a été louée par l'auteur qui a salué l'initiative et félicité les enfants qui ont su résumer les nou-



Les élèves exposant sur les nouvelles d'Alphonse Chardin N'kala/Adiac

velles, dans une expression appréciable et digne des enfants de leur niveau de 4<sup>e</sup>. « J'encourage Grâce Tary, la promotrice de l'école «Les Bourgeons» pour que cet exercice soit répété à l'avenir en appelant d'autres auteurs qui sont présents ici à Pointe-

Noire. Et cela va donner aux élèves que vous êtes un éventail de connaissances et de savoir sur les auteurs que vous aurez lus mais aussi que vous avez rencontrés et avec lesquels vous aurez discuté ou échangé car ce n'est pas toujours courant de

rencontrer un écrivain d'un livre que l'on a lu », s'est réjoui Alphonse Chardin Nkala. Grâce Tary, promotrice de l'école «Les Bourgeons», après avoir félicité les élèves qui ont été à la hauteur de leur tâche, les a exhortés à travailler da-

vantage et surtout à vaincre la timidité et à avoir confiance en eux. « Les initiatives que nous sommes en train de prendre sont à votre profit. Vous avez des capacités, vous devez nous prouver que vous êtes à la hauteur mais pour y arriver vous devez avoir le goût de la lecture et lire davantage. Évitez la distraction et soyez plus concentrés dans vos études. Il y avait beaucoup à dire autour de ces nouvelles. C'est vrai qu'il n'y a pas de gloire sans sacrifice. Ensemble, vous et nous allons tout faire pour travailler davantage et atteindre les résultats escomptés pour le bien de tous », a-t-elle dit. Le recueil de nouvelles «La douce amère» a reçu le grand prix Jean Malonga de création en 2020. Son auteur Alphonse Chardin N'kala est né à Moussanda en République du Congo. Professeur certifié des lycées, il est poète, romancier, nouvelliste. Chroniqueur et animateur culturel, il est actuellement directeur départemental du livre et de lecture publique de Pointe-Noire. Il est aussi président du Salon littéraire Jean-Baptiste Tati Loutard et directeur du festival international Kimoko.

Hervé Brice Mampouya

## FORMATION POUR ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le cabinet ECIFORM organise des formations au profit des agents des entreprises privées et des administrations publiques dans les domaines suivants :

- Secrétariat et assistantat de direction
- archivage et classement
- Fiscalité
- comptabilité et finances
- Passation des marchés...
- gestion des projets
- suivi-évaluation
- Gestion de stock et des approvisionnements
- Gestion commerciale et marketing...
- GRH
- Métiers de la banque
- Finances publiques
- Métier de protocole
- Rédaction administrative...

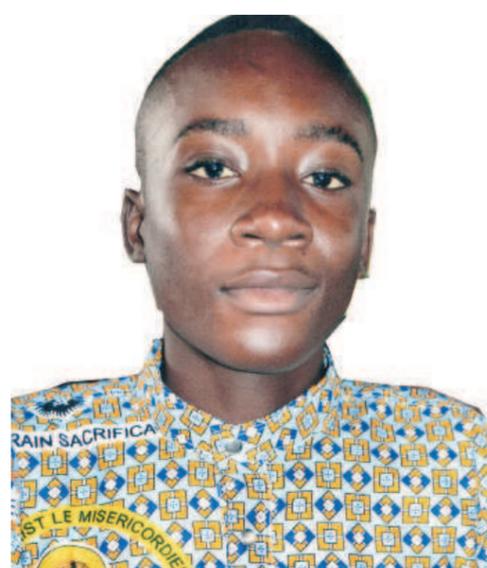
Contactez nous au : Tél : 00242 06 621 49 60 - Email : [contact@eciform-services.net](mailto:contact@eciform-services.net)

### IN MEMORIAM



Il y a deux ans, dans la nuit du 31 mai au 1 juin le colonel Denis Ibarra, quittait ce monde après une vie professionnelle au service du Congo. Sa veuve Gertrude Ibarra, ses enfants et toute sa famille tiennent à rendre hommage à l'homme d'état, au merveilleux père et au généreux chef de famille. Une messe en sa mémoire sera célébrée le 1 juin à 12h en l'église Fatima, Mpila, Brazzaville. Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pieuse pour lui en ce jour.

### NÉCROLOGIE



M. Grégoire Bonassidi et la famille Djambou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, Glen Joavy Thimothée Bonassidi Kinganga (Timo), étudiant en 2<sup>e</sup> année HSE à l'EAD, survenu le 24 mai à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Madibou, derrière le Lycée agricole Amilcar Cabral.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

## JUDO

# La CCAS ordonne la tenue d'une nouvelle assemblée générale électorale

**La Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fecoju-Da) est appelée à organiser une nouvelle assemblée générale électorale dans un délai de 45 jours, a décidé le 28 mai à Brazzaville la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) après avoir annulé l'assemblée du 17 février dernier.**

La crise qui a miné le judo congolais durant près de cinq ans va bientôt prendre fin. A en croire la décision de l'instance judiciaire qui résout les conflits en matière de sport au Congo, le bout du tunnel est bel et bien proche et tout devra rentrer dans l'ordre.

Le président de la CCAS, Me Michel Kaboul Mahouta, prononçant le verdict, a développé les motifs qui justifient l'annulation de la précédente élection et a renvoyé la Fecoju-Da à l'organisation d'une nouvelle assemblée générale électorale dans un délai de quarante-cinq jours sous tutelle du ministère des Sports et du Comité national olympique et sportif congolais.

« La CCAS enjoint monsieur Marien Ikama de ne plus poser des actes au nom de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées. La CCAS ordonne la reconnaissance du corps électoral de la Fecoju-Da



Une vue des membres de la ccas/Adiac

de 2016. La CCAS déclare, Marien Ikama incompétent à convoquer une assemblée générale électorale de la Fecoju-Da dès lors qu'il y a un comité de normalisation suite à la crise », a indi-

qué le président de la justice sportive congolais qui, par la même occasion a condamné Marien Ikama à payer cinq cent mille Fcfa à Francis Ata,

d'une part Francis Ata, Destin Oba et Allure Bouesso d'une part puis Marein Ikama, d'autres part. En effet, après plusieurs années de crise au

après moult tergiversations, l'un des membres dudit comité, Marien Ikama avait jugé bon d'organiser, le 17 février 2021, une assemblée générale électorale l'ayant conduit à la tête de la fédération. Se sentant lésée, une partie des judokas qui plaide pour une élection inclusive et transparente sous l'égide du comité de normalisation avait décidé d'emmener l'affaire à la CCAS qui, a simplement lu le droit, le 28 mai, après avoir auditionné les deux parties.

Il ne reste qu'au ministère des Sports et au Comité olympique de mettre en œuvre les décisions de la CCAS dans le strict respect des textes en vigueur. D'après certaines indiscretions, Marien Ikama a promis de contester la décision de la CCAS au Tribunal arbitral du sport.

Notons qu'à l'exception du judo, la CCAS a rendu le même verdict concernant la Fédération congolaise de cyclisme. Bien avant, les fédérations de Jujui-tsu et de handball avaient subi le même sort.

**Rude Ngoma**

Destin Oba et Allure Bouesso.

Cette décision d'annuler l'élection de la Fecoju-Da fait suite à l'affaire opposant

sein de la Fecoju-Da, le ministère des Sports avait mis en place, en fin 2019, un comité de normalisation qui est censé organiser l'AGE mais,

## RÉFLEXION

## Faut-il réécrire l'Histoire ?

Cette question pour le moins délicate, sensible, se pose de façon manifeste aujourd'hui alors que la commémoration des événements qui ont marqué les siècles précédents se multiplie sur les cinq continents avec l'ampleur inégalée que leur procurent les nouvelles technologies de la communication et les réseaux sociaux qui en usent abondamment.

Elle se pose en réalité de plus en plus clairement et sous les formes les plus diverses dans le débat public comme en témoignent en Europe les cérémonies qui commémorent les grandes dates des deux guerres mondiales et les questions qui les accompagnent, comme en témoigne aussi aux Etats-Unis le rappel des différentes étapes de la fin de l'esclavage et du suprématisme blanc, comme en témoigne en Afrique la célébration de la décolonisation et de l'accession des Etats à l'indépendance, comme en témoigne en Russie le débat qui se précise concernant les déviations mortelles du stalinisme et notamment la création des « goulags » où périrent des millions d'êtres humains comme ce fut le cas en Allemagne avec les « camps de la mort », comme en

témoignent en Asie le renversement des rapports de force en faveur de la Chine et la relance de la mythique Route de la soie.

D'où l'interrogation qui en découle : faut-il réécrire l'Histoire ? Et cette réponse qui, selon nous, s'impose aujourd'hui et s'imposera de plus en plus dans le débat international en raison du rééquilibrage planétaire des relations entre les grandes puissances que génère l'abolition du temps et de l'espace provoquée par la mondialisation : oui le temps est venu sinon de réécrire l'Histoire, du moins d'en préciser les contours, d'en étudier les conséquences de façon objective et, surtout, d'en tirer les leçons pour le temps présent comme pour les temps à venir sans mettre la tête dans le sable comme le fait l'autruche de la fable qui refuse de regarder la vérité en face.

Le problème qui se pose dans ce contexte n'est pas de remonter dans le passé pour établir la vérité car l'essentiel des quêtes historiques qui permettaient de rétablir la vérité sur les grands événements passés a été effectué par les historiens des cinq continents tout au long des dernières décennies. Il résulte, pour l'heure, du refus plus ou moins af-

fiché des autorités présentes d'en admettre les conséquences sur le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui et donc de prendre les décisions qui permettraient d'en corriger plus ou moins les effets négatifs.

Pour ne citer que cet exemple, si l'Europe, les Etats-Unis, le Monde arabe reconnaissent enfin les conséquences désastreuses qu'ont eues pour l'Afrique l'esclavage, la traite négrière, la colonisation, l'exploitation anarchique des ressources naturelles du continent pendant près de cinq siècles et s'employaient d'une façon ou d'une autre à en réparer les dégâts, les relations internationales prendraient certainement une tout autre allure. Mais encore faudrait-il pour cela que ces nations prennent conscience de leurs responsabilités dans les problèmes que les peuples africains doivent aujourd'hui résoudre et dont elles sont pour une large part responsables.

Visiblement nous en sommes encore loin comme le montrent les conséquences désastreuses de la crise qui dévaste aujourd'hui la Libye, le Sahel et qui menace désormais une grande partie de l'Afrique sub-saharienne.

**Jean-Paul Pigasse**